

# Le ministère de l'Éducation se veut rassurant

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5347 - Dimanche 11 avril 2021 - Prix : 10 DA

Le Comité des experts cliniciens installé

## Fin des pénuries de médicaments ?

Activités artisanes

# Les élections législatives en ligne de mire

## L'Iran en passe de remporter une grande victoire diplomatique

Par Mohamed Habili

**M**ercredi prochain à Vienne, les pays signataires de l'accord de 2015 sur le programme nucléaire iranien se réuniront pour la troisième fois consécutive et cela en quelques jours seulement. On ne sait trop si les États-Unis, qui se sont retirés de l'accord en 2018 sous l'administration Trump, tout en rétablissant et même en durcissant les sanctions contre l'Iran, seront ou non à cette occasion admis à participer aux débats, encore que la probabilité qu'ils ne le soient pas soit la plus forte. Il y a une semaine en tout cas, les négociateurs américains avaient pris part aux pourparlers sur la levée de leurs sanctions, condition sine qua non pour la restauration de l'accord dit de Vienne, depuis un autre lieu que celui dans lequel les autres participants étaient réunis. Les États-Unis ont pourtant déjà fait savoir qu'ils étaient disposés à lever celles de leurs sanctions directement liées au programme nucléaire de l'Iran, laissant du même coup entendre qu'en revanche ils maintiendraient celles qui avaient été décidées par eux pour d'autres raisons. La réponse des Iraniens ne s'était pas fait attendre : toutes les sanctions américaines devraient être levées, sans distinction aucune entre elles. Autrement eux les Iraniens ne reviendraient pas à l'accord de Vienne dans l'ensemble de ses clauses.

Suite en page 3

A la veille du mois sacré

# Pour annoncer le ramadhan, les prix ont pris feu



Ph/E. Soraya

A la veille du mois sacré du ramadhan, les Algériens commencent déjà à souffrir de la flambée des prix des produits de première nécessité. Les citoyens se sont réveillés sur la hausse des prix de certains produits alimentaires. Page 2

Organisée lundi et mardi

## Conférence sur la transition énergétique durable et innovante

Salon du livre d'Ath-Yanni

## Le rapport à l'écriture littéraire présenté par des auteurs algériens

A la veille du mois sacré

# Pour annoncer le ramadhan, les prix ont pris feu

■ A la veille du mois sacré du ramadhan, les Algériens commencent déjà à souffrir de la flambée des prix des produits de première nécessité. Les citoyens se sont réveillés sur la hausse des prix de certains produits alimentaires.

Par Meriem Benchaouia

Quelques heures avant le premier jour du mois sacré, les prix des produits alimentaires, notamment les fruits et légumes et les viandes, conti-

## Prière des Tarawih Belmehti appelle les fidèles à continuer de respecter le protocole sanitaire

LE MINISTRE des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehti, a appelé, hier à partir de M'sila, l'ensemble des fidèles à «continuer de respecter le protocole sanitaire durant la prière des Tarawih pendant le mois de ramadhan».

S'exprimant lors de la pose de la première pierre pour la réalisation de la nouvelle zaouïa Sidi Ahmed Belkacem Rahmania El-Kacimia, dans la commune d'Ain Khadra, M. Belmehti a mis en garde contre «l'insouciance» de certains qu'il a qualifiés de «perturbateurs dérangés par le succès fulgurant réalisé par l'Algérie dans le domaine de la lutte contre la pandémie de Covid-19, notamment au sein des mosquées». S'adressant aux fidèles, le ministre a déclaré : «Au moment où certains pays recourent au confinement total, je vous demande d'appliquer le protocole sanitaire et de ne pas écouter ceux qui veulent le rompre et compromettre la situation sanitaire du pays», préconisant «l'impérative entraide entre les membres de la société durant le mois sacré». M. Belmehti a également salué le rôle des Algériens dans le soutien à la création des institutions religieuses dont les zaouïas, à l'instar du citoyen qui a fait don du terrain qui accueillera la zaouïa Sidi Ahmed Belkacem Rahmania El-Kacimia dans la commune d'Ain Khadra sur une superficie de cinq hectares. Le cheikh Ahmed Belkacem, dont cette zaouïa porte le nom, est un descendant de la région de Sakia El Hamra de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). A noter que la réalisation du projet de la zaouïa Sidi Ahmed Belkacem Rahmania El-Kacimia, nécessitant un montant de 900 millions DA qui représentent des dons de mécènes et de bienfaiteurs, renfermera une mosquée et des structures pédagogiques. Le ministre poursuivra sa visite dans la wilaya de M'sila par l'inspection et l'inauguration de plusieurs structures relevant de son secteur dans les communes de Belaliba, Bousaâda, Djebel Mesaâd et Ain El Melh.

Assia D.

nuent de flamber. Le ramadhan s'annonce dur pour les bourses moyennes. Une simple virée aux marchés de la capitale nous place dans l'ascenseur impitoyable des produits alimentaires de base qui meublent les plats modestes du ramadhan. Comme à l'accoutumée, les commerçants sans aucun scrupule restent les seuls maîtres de la situation et profitent de la forte demande pour gonfler les prix de certains produits de première nécessité, tels que les légumes, les fruits, la viande et le poisson... En dépit d'une large disponibilité des produits de saison, des commerçants sans vergogne, cédant à l'appât du gain, se justifient par le déséquilibre existant entre l'offre et la demande. Cette année encore, le gouvernement tente de rassurer par des promesses, souvent non tenues, sur le bon déroulement de ce mois sacré. Discours d'avant chaque ramadhan. Les discours sont beaux, les mesures annoncées demeurent seulement sur papier. Resterait la réalité du terrain où s'affronteront, dans quelques jours, les spéculateurs véreux, sans foi ni loi, et ceux qu'ils s'apprêtent à saigner : les consommateurs sans défense. Cette année les mesures annoncées par le gouvernement connaîtront-elles sur le terrain l'application nécessaire et efficace pour freiner l'appétit féroce des commerçants spéculateurs ? Ou seront-elles encore une fois un vœu pieux ? Il faut dire que les Algériens sont confrontés à ce problème récurrent de la flambée des prix des produits de première nécessité à chaque ramadhan. L'année passée, malgré «les mesures qui ont été prises» les prix des fruits et légumes mais aussi de la viande (rouge et blanche) ont enregistré une hausse vertigineuse. Malgré ces déclarations, il est souvent très dur de voir que la réalité du marché est complètement aux antipodes. L'exemple des dattes



Phs/E. Soraya/J. A.

est le plus édifiant. Le produit très demandé pour la rupture du jeûne est passé hier à 850 DA le kg, alors qu'il ne faisait que 600 DA le kg il y a quinze jours. Hier, dans les différents marchés de la capitale, certains produits, comme la volaille et les légumes, étaient inaccessibles aux consommateurs. Les détaillants dépités nous déclarent : «Pourant, il n'y a aucune pénurie sur ces produits. Du jour au lendemain, les prix ont flambé». Il n'est nullement question de confrontation de l'offre à la demande, s'insurgent-ils. «Comme par enchantement, on augmente uniquement les produits très demandés pendant le mois sacré», soulignent-ils. Le prix du kilogramme de poulet a grimpé à 350 DA à Alger-Centre et au centre de Zéralda. Cette denrée très consommée par les ménages algériens en raison de son prix raisonnable ne sera désormais plus accessible. Cette

situation interpelle la rigueur des services de contrôle et les ministères de l'Agriculture et du Commerce, qui ont rassuré récemment de la disponibilité des produits. Les fruits saisonniers ont eux aussi pris l'ascenseur, notamment les fraises cédées entre 200 et 250 DA, les oranges à 220 DA et la banane à 280 DA. Du côté des légumes, et mise à part une stabilité de la pomme de terre disponible à profusion pour 70 DA le kg en

raison d'une bonne récolte, tous les autres produits ont vu leurs prix grimper. Il s'agit surtout de la tomate qui, bien qu'elle soit un produit de saison, a été cédée hier entre 150 et 170 DA le kg, alors qu'elle était à 100 DA/kg il y a à peine quelques jours. La laitue, très consommée durant le mois sacré, est déjà à 150 DA le kg. Le prix de la courgette est passé de 90 à 100 DA, et le poivron saute de 100 à 160 DA le kg. L'oignon est à 80 DA, les carottes à 100 DA. Le prix des autres légumes a également doublé, haricots verts à 280 DA, chou-fleur à 100 DA, navet à 100 DA, fenouil et aubergine à 110 DA et concombre à 160 DA. Sans oublier le citron dont le prix varie entre 300 et 400 DA le kg. Cette augmentation des prix est valable aussi pour les produits d'importation très prisés, notamment l'abricot sec vendu à 1 200 DA/kg, les raisins secs de 900 jusqu'à 1 500 DA, selon la variété, et les pruneaux à 900 DA. La viande a également connu une flambée. La viande ovine locale est proposée à 1 400 DA et la viande bovine à 1 650 DA, 1 800 DA le kilo de bifteck. C'est dire, encore une fois, que les ménages algériens devront subir une anarchie commerciale lourdement facturée, car en dehors du marché de gros, les maquignons eux aussi ont commencé à aiguiser leurs couteaux pour trancher presque à l'unanimité sur les nouveaux prix de la viande. M. B.

Bilan des dernières 24 heures

## Virus : 127 nouveaux cas et 3 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 3 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de moins qu'hier (4), portant à 3 126 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le P' Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une légère baisse, avec 127 cas, soit 8 cas de moins par rapport au bilan d'hier (135), pour atteindre, au total, 118 378 cas confirmés. R. N.

## Le Comité des experts cliniciens installé Fin des pénuries de médicaments ?

La mise en place d'une industrie ou d'une politique pharmaceutique nécessite l'implication des prescripteurs afin de pouvoir arbitrer avec rationalité entre des médicaments de la même classe thérapeutique. C'est ce qu'a affirmé, hier, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, ministre de l'Industrie pharmaceutique. A ce titre, intervenant à l'occasion de l'installation officielle du Comité des experts cliniciens créé auprès de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, le ministre a effectivement relevé que son département ne pourra pas mettre en place une industrie ou une politique pharmaceutique sans que les prescripteurs ne soient pleinement impliqués. Une implication qui, expliquera-t-il, est d'autant plus

impérative non seulement pour ce qui est de la disponibilité des médicaments, mais aussi en raison de la dimension économique de l'industrie du médicament, qui viendra contribuer au développement du pays. Pour sa part, Kamel Mansouri, directeur général de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, enchaînant dans ce sens, a estimé que les experts cliniciens sont partie intégrante dans l'enregistrement des médicaments et l'homologation des dispositifs médicaux en aidant l'Agence nationale des produits pharmaceutiques avec leur compétences médicales et scientifiques pour les hospitalo-universitaires, à statuer de manière rationnelle sur l'efficacité et l'innocuité des produits pharmaceutiques mis sur le

marché. En outre, a-t-il poursuivi, les experts cliniciens seront associés à l'élaboration du consensus thérapeutique par pathologie, ce qui permettra de choisir les meilleurs médicaments à moindre coût.

De son côté, Amar Tebaibia, président du Comité des experts cliniciens, s'est engagé à ce que l'instance qu'il préside travaillera dans la transparence et le respect de la loi et des règles de l'éthique.

### Composition et rôle du Comité des experts cliniciens

Pour rappel, ayant pour mission de participer à l'organisation de l'ensemble du processus du médicament en Algérie, le Comité des experts cliniciens

a été officiellement installé hier à Alger, par le ministre de l'Industrie pharmaceutique.

A cet effet, composé de professeurs universitaires, de médecins, de chercheurs et autres experts dans toutes les spécialités médicales en relation avec les produits pharmaceutiques et ayant des compétences dans le domaine scientifique et clinicien, ledit Comité aura pour rôle de se prononcer sur l'efficacité et l'innocuité des produits pharmaceutiques mis sur le marché algérien, tout en étant associé à l'enregistrement des médicaments et l'homologation des dispositifs médicaux en aidant l'Agence nationale des produits pharmaceutiques dans ses missions.

Maïssa B.

Activités partisanes

# Les élections législatives en ligne de mire

■ Des partis politiques occupent le terrain, à quelques mois des élections législatives du 12 juin prochain. Leur mission n'est point une sinécure, dans la mesure où ils sont censés convaincre les électeurs du bien-fondé de leurs promesses et de leurs engagements.

Par Aomar Fekrache

Hier, le président du mouvement El Bina El Watani, Abdelkader Bengrina, lors d'un rassemblement populaire organisé à la maison de jeunes Slimane-Amirat à Sour El Ghoulzlane (Bouira), a appelé à rassembler toutes les parties, dont les partis politiques, la presse, les syndicats, la société civile et les associations pour «réussir le pari et sortir le pays de l'impasse actuelle». Pour y parvenir, il a jugé «indispensable de passer par la voie des urnes» pour élire un Parlement d'élite et de compétences. «Nous allons participer avec force aux élections législatives du 12 juin prochain avec une armada d'experts, d'enseignants universitaires capables d'honorer nos engagements et promesses tenus avec le peuple», a-t-il souligné.

Selon lui, «l'Algérie nouvelle a besoin de nouveaux partis politiques, de nouveaux responsables et de nouvelles pratiques ainsi que d'une nouvelle gestion, en vue d'édifier les institutions d'un Etat démocratique et de droit». De son côté, le président du Mouvement El Islah, Filali Ghouini, a appelé vendredi, lors d'une rencontre à Biskra avec les membres du bureau local de



PHOTO

sa formation, les partis politiques et les acteurs de la société civile à œuvrer pour «réussir» les élections législatives, prévues le 12 juin prochain. M. Ghouini a indiqué que sa formation politique appelle toutes les personnalités, cadres et compétences de la société à œuvrer à «convaincre la société avec toutes ses com-

posantes, les réticents notamment, à participer à cet important rendez-vous». Le président du Mouvement El Islah a souligné également que l'Algérie a franchi une nouvelle étape avec une «nouvelle Constitution et une forte volonté politique». Ghouini a rappelé que son parti a été «le premier à annoncer sa participa-

tion aux prochaines élections», estimant «nécessaire de faire valoir la volonté populaire et d'écouter le peuple qui plébiscite en fonction de ses convictions ceux qu'il considère aptes à le représenter en consacrant ainsi une pratique démocratique saine dans le cadre d'un processus électoral qui fera émerger de véritables entités politiques et mettra fin à l'image d'élus corrompus». Jeudi dernier, le président du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaid, a appelé, à l'occasion de l'ouverture du siège du parti dans la wilaya de Tiaret, à instituer une classe politique forte permettant «une stabilité politique du pays». «L'objectif principal durant cette période est d'instituer une classe politique forte pour atteindre une stabilité politique, essentielle pour la relance de l'économie nationale notamment», a-t-il estimé. «La course derrière les postes et le pouvoir ne doit pas être au-dessus de l'intérêt du pays», a-t-il déclaré, appelant «à intensifier les efforts pour édifier une nouvelle Algérie». Abdelaziz Belaid a indiqué, par ailleurs, que le Front d'El Moustakbel peut s'allier avec des partis politiques dont la vision et le programme se rapprochent pour constituer une majorité et une force efficace au Parlement. **A. F.**

## Craintes des enseignants sur l'achèvement des programmes scolaires Le ministère de l'Education se veut rassurant

Alors que syndicats et enseignants affichent des «appréhensions» quant au non-achèvement des programmes scolaires, le ministère de tutelle rassure et informe avoir élaboré des «guides de méthodologie» pour accompagner les enseignants afin d'assurer l'avancement dans les cours. Pour Messaoud Boudiba, chargé de communication du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire (Cnapest), le plan exceptionnel adopté dans les trois cycles de l'enseignement en raison de la conjoncture sanitaire «n'est pas à même de permettre l'achèvement du programme scolaire ou l'avancement dans les cours lors du 2<sup>e</sup> semestre, d'autant plus que le ministère a procédé, à travers ce plan, à la diminution du volume horaire des matières enseignées». Il indique que les connaissances scientifiques ne peuvent être dispensées de manière «tronquée», car elles requièrent «un enchaînement» dans leur enseignement. Selon lui, la diminution du volume horaire a induit une pression «terrible» pour les enseignants, tant pour le respect de la durée de la matière que pour la préparation des cours et leur présenta-

tion, selon les mesures d'adaptation décidées par le ministère de l'Education nationale. D'ailleurs, cette méthode a prouvé ses limites durant le 1<sup>er</sup> trimestre. «Cette situation exceptionnelle a impacté l'assimilation par l'élève en classe, d'où le recul des résultats du 1<sup>er</sup> semestre», avance-t-il comme preuve, affirmant que «l'enjeu ne se pose pas tant en termes d'achèvement du programme, mais en qualité du travail à fournir dans l'enseignement des concepts essentiels de manière à sauver l'année scolaire et continuer le 2<sup>e</sup> semestre à un rythme serein, loin du bourrage qui met l'élève dans un état de pression nouvelle». Cependant, il appelle les élèves à «ne pas s'inquiéter quant à l'achèvement du programme scolaire, d'autant plus que les questions des examens porteront sur les cours dispensés en classe». Abondant dans le même sens, Meziane Meriane, coordinateur national du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), explique que la diminution du volume horaire des leçons dispensées au titre du plan exceptionnel adopté actuellement «ne permet pas d'achever le programme scolaire», estimant

que les tutelles concernées «n'ont pas bien étudié le déroulement de l'année scolaire dans le cadre des nouvelles mesures d'adaptation».

De son côté, le Conseil des lycées d'Alger (CLA) a plaidé pour «le maintien du système des vacances à 20 élèves et à la réduction du nombre des séances confiées aux enseignants, sachant qu'elles peuvent s'élever à 36 dans certaines matières».

Concernant les résultats du premier semestre, le syndicat les a jugés «modestes» en raison de la longue interruption des cours et du retard dans la rentrée compte tenu des conditions sanitaires, soulignant l'impact de l'adoption de la moyenne de 9/20 pour le passage du cycle moyen au secondaire. En réponses aux craintes des enseignants, le ministère de l'Education fait état de «l'élaboration, pour la première fois cette année, de guides de méthodologie et de mécanismes de mise en œuvre des plans exceptionnels pour accompagner les professeurs dans l'application optimale de ces programmes et curricula». Selon l'inspecteur général de l'Education au ministère, Mustapha Benzemrane, les pro-

grammes scolaires se déroulent «normalement, à l'exception d'un léger retard non inquiétant enregistré pour certains groupes éducatifs dans le cycle secondaire, au niveau de certaines wilayas». Plus précis, il fera savoir que «la tutelle a enregistré au maximum un retard de trois à quatre semaines dans les matières histoire et géographie pour le cycle secondaire, ayant concerné quelque 100 établissements sur un total de 2 566 lycées à l'échelle nationale, soit un taux de 4 %». Le taux d'avancement des cours pour le génie des procédures est «le plus bas, avec un retard de 0,08 pour la filière technique mathématique, soit deux établissements sur un total de 2 566 à l'échelle nationale». «Ce retard a été pris en charge par les enseignants sous la supervision des inspecteurs», rassure-t-il. S'agissant de l'avancement des cours pour les cycles primaire et moyen, il assure que «les retards ne dépassent pas les deux semaines» pour l'ensemble des matières et établissements éducatifs concernés.

Par ailleurs, Benzemrane justifie ce retard dans les programmes par plusieurs facteurs, «notamment les congés de maladie des enseignants affectés par

### LA QUESTION DU JOUR

## L'Iran en passe de remporter une grande victoire diplomatique

Suite de la page une

Il se contenteraient de l'appliquer à leur convenance, dans le prolongement de ce que d'ailleurs ils font depuis plusieurs mois déjà. Il semble bien qu'ils soient en train de remporter une victoire diplomatique éclatante, les Américains n'ayant d'autre d'alternative en vue de reprendre langue avec eux que d'annoncer la levée de toutes leurs sanctions. L'administration actuelle ne se serait pas trouvée dans la situation de devoir céder sur toute la ligne si elle avait pris le contrepied de celle qui l'a précédée en cette matière, conformément à l'engagement pris par son chef au cours de sa campagne électorale. Elle serait aujourd'hui en meilleure position pour aborder avec l'Iran des sujets à ses yeux non moins importants que son programme nucléaire : son programme balistique et sa politique dans le Golfe et au Moyen-Orient, jugée contraire aux intérêts des Etats-Unis et de leurs alliés dans la région. Cela dit, même dans cette supposition, l'Iran n'aurait probablement pas été accommodant, mais enfin, il y aurait eu moyen d'en parler avec lui, après le gage de bonne volonté qu'aurait été la levée sans condition des sanctions. Mais à la façon dont cette nouvelle administration s'est prise, cherchant à tirer parti de sanctions décidées par la précédente, dont elle tient pourtant à se démarquer en tout, ce supplément de négociation est fortement compromis. Quel intérêt en effet aurait l'Iran à discuter de sujets relevant pour lui de sa souveraineté s'il était certain d'obtenir sans conditions la levée des sanctions ? A l'évidence aucun, sachant que de toute façon il ne sera jamais ami avec les Etats-Unis, qui au contraire continueront de voir en lui un ennemi à abattre. Pour l'heure, on n'en est pas là, il s'en faut. Les Américains devraient pouvoir reprendre leur place dans l'accord de 2015, ce qu'il ne semble pas aller de soi. Et une fois qu'ils y seraient parvenus, ce serait vraisemblablement pour s'entendre dire de la part des Iraniens, avec le soutien sans doute de la Russie et de la Chine, que ce dossier est maintenant définitivement clos, puisque l'accord est rétabli et qu'il ne s'agit plus pour ses parties que de s'y conformer rigoureusement. **M. H.**

la pandémie d'une durée de deux semaines, une période insuffisante pour faire appel à un enseignant vacataire, et ce, de par les arrêts de cours enregistrés localement au niveau de certains établissements éducatifs».

Louisa Ait Ramdane

Organisée lundi et mardi

# Conférence sur la transition énergétique durable et innovante

■ La conférence s'articulera autour du thème central de la transition énergétique et plus particulièrement sur la stratégie du gouvernement d'ici à 2030, relative au programme national de développement des énergies renouvelables.

Par Hocine G.

Le ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables organise, lundi et mardi prochains, en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement en Algérie (Pnud), une conférence sur la transition

énergétique durable et innovante, a indiqué, hier, un communiqué du ministère.

Cet événement, qui s'inscrit dans le cadre des journées de l'innovation du Pnud, sera intitulé «Innovation Days 2021 : vers une transition énergétique durable et innovante» et aura lieu au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, précise le communiqué.

Il réunira plusieurs acteurs, notamment des représentants de différents départements ministériels, du secteur économique public et privé, d'agences nationales spécialisées, telles que l'Agence nationale de promotion et de rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue), de la société civile, du secteur de la recherche et de l'innovation, comme le Centre de développement des énergies renouvelables (Cder), du Centre de recherche en technologie des semi-conducteurs pour l'énergie (Crtse) et du Centre de recherche en biotechnologie (Crbt), ainsi que des clubs scientifiques.

Le Pnud apportera, par ailleurs, une expertise internationale pour exposer des expériences et bonnes pratiques internationales en la matière,

explique le communiqué.

La conférence s'articulera autour du thème central de la transition énergétique et plus particulièrement sur la stratégie du gouvernement d'ici à 2030, relative au programme national de développement des énergies renouvelables correspondant, ainsi que les conditions nécessaires à leurs accélérations, leurs rôles dans la relance et la diversification économique et enfin l'émergence d'un tissu d'entreprises et la création d'emplois «verts», dans le cadre du développement économique et social du pays.

«La recherche et l'innovation auront bien évidemment un rôle prépondérant à jouer dans la dynamisation et le développement à grande échelle de ces nouvelles filières, l'objectif étant de positionner l'Algérie comme un acteur majeur dans le marché mondial des énergies renouvelables», souligne la même source.

Cette rencontre constitue «une excellente opportunité et l'occasion idoine pour les représentants des différents secteurs d'échanger leurs expériences et leurs points de vue par rapport aux domaines ciblés et ce, à travers les panels et ateliers, pré-



PNUD.R.

vus à cet effet». Deux panels seront organisés à l'occasion, avec comme thème : «Développement des énergies renouvelables et efficacité énergétique», pour le premier, et «Innovation, technologie et création de richesses dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique», pour le second.

L'évènement verra également l'organisation de plusieurs at-

eliers qui auront pour thème : «Développement et promotion des énergies renouvelables en Algérie», «Développement et promotion de l'efficacité énergétique en Algérie», «Recherche et développement, formation et viviers locaux de l'innovation dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique», et «Responsabilité sociale et employabilité», ajoute le communiqué. **H. G.**

## ANADE Le seuil minimum des fonds propres pour les étudiants et les chômeurs fixé à 5 %

LE SEUIL MINIMUM des fonds propres mobilisés pour les étudiants et les jeunes chômeurs, porteurs de projets dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade), a été revu à la baisse à 5 % du montant global de l'investissement lorsque celui-ci est inférieur ou égal à 10 millions de dinars.

Cette décision est entrée en vigueur, suite à la publication d'un décret exécutif au *Journal officiel* n° 25.

Il s'agit du décret exécutif, signé le 29 mars dernier par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, qui modifie et complète les articles 3 et 11 du décret exécutif n° 03-290 du 6 septembre 2003 fixant les conditions et le niveau d'aide apportée aux jeunes.

En outre, le nouveau texte a fixé également le montant des prêts non rémunérés pour les étudiants et les jeunes chômeurs, porteurs de projets, à 25 % du montant global de l'investissement lorsque celui-ci est inférieur ou égal à dix millions de dinars.

H. Y.

## Tizi-Ouzou

### Session de formation sur les techniques d'animation en biodiversité

Une formation sur les «Techniques d'animation en biodiversité», dans le cadre d'un projet «EcoloJeunes», est organisée au Centre des loisirs scientifiques (CLS) de Tizi-Ouzou, a-t-on appris, vendredi, de l'association écologique organisatrice «Ayen».

L'objectif de cette manifestation, initiée en collaboration avec le Conservatoire national des for-

mations à l'environnement et le ministère de la Jeunesse et des Sports, est de «former des jeunes acteurs qui peuvent mener des actions et projets écologiques dans le cadre du développement durable et local».

La formation vise à «mettre la lumière sur une thématique fondamentale qu'est la biodiversité». Elle sera traitée grâce à «des animations scientifiques, des techniques de débat, une approche

ludique qui privilégie la recherche, le questionnement, la mise en situation, l'expérimentation, l'observation et le jeu», est-il indiqué. Elle est destinée aux jeunes et aux enfants dans le but de les sensibiliser sur l'importance de la biodiversité et aux dangers de sa dégradation et consiste à former et accompagner un groupe de jeunes porteurs d'idées d'actions locales autour des thèmes de la biodi-

versité, l'environnement et l'écologie. Il est ensuite préconisé «la création d'un réseau de jeunes ambassadeurs de l'environnement pour être les porteurs du projet "EcoloJeunes" à travers le territoire national», est-il souligné de même source. En outre, et en plus des cours de formation théorique, des sorties sur le terrain sont également au programme de cette formation qui s'étalera sur 3 jours. **Youcef Krittli**

## Cultures stratégiques

### Résultats encourageants à El Oued

L'introduction de certaines cultures stratégiques ces dernières années, à titre expérimental, dans la wilaya d'El-Oued, à l'instar de la betterave sucrière et de la canne à sucre, ont été couronnées de résultats «encourageants», selon des professionnels locaux qui leur augurent des perspectives «prometteuses» dans le sud du pays.

Les expériences réussies de ces cultures, développées ces dernières années dans différentes régions du sud du pays, avec l'appui d'agronomes sahariens, ouvrent la voie à la réalisation d'une autosuffisance en produits de sucre, de large consommation, et contribuer à la réduction de la facture d'importation, ont estimé des professionnels et des agronomes à El-Oued, spécialisés dans l'agriculture saha-

rienne. Selon des recherches menées sur le terrain, et à titre d'illustration, la culture d'une superficie de 100 000 ha de betterave sucrière devrait contribuer à atteindre une autosuffisance nationale en sucre, estimée autour de 2,12 millions de tonnes. Le chercheur Ahmed Allali, du département d'agronomie à l'université d'El-Oued, affirme avoir accompagné personnellement cette expérience culturelle (betterave) à travers les wilayas du Sud, dont celle lancée depuis 2015 au niveau d'une exploitation agricole de la commune de Kouinine (wilaya d'El-Oued). Une expérience qui a commencé, depuis la saison 2016/2017, à gagner du terrain pour s'étendre à d'autres exploitations dans les communes de Guemmar et Hassi-Khelifa. Ce

chercheur, agronome-saharien de formation de base, n'a pas manqué de recommander, à la lumière des recherches et études menées, l'extension des surfaces de la culture de la betterave en tant que segment stratégique rentable, susceptible d'assurer l'autosuffisance en sucre et réduire la facture d'importation en la matière, avant de déplorer que ses recherches pratiques, fruit de profondes études, n'aient pas encore trouvé l'écho voulu pour booster l'économie nationale. Ce qui n'a pas découragé M. Allali qui a poursuivi en 2019 ses nombreuses expériences pour le développement des cultures stratégiques dans le cadre de la consécration de l'approche d'ouverture de l'institution universitaire sur l'environnement économique et des prospectives de

l'Etat de rendre à l'agriculture sa place stratégique dans l'échiquier économique national.

Défendant sa conception du développement des cultures stratégiques au Sud, il rappelle que les hautes instances du pays accordent tout l'intérêt voulu au développement de la betterave sucrière en Algérie, en tant que filière culturelle à même de permettre de lutter contre la saignée des devises et l'importation du sucre, dont la facture d'importation s'est élevée l'année dernière à plus de 726 millions de dollars, selon les données officielles de la direction des études et de la prospection des Douanes algériennes.

Dans l'optique de mettre en valeur la mission des institutions et laboratoires universitaires et instituts agricoles, relevant du

ministère de l'Agriculture et du Développement rural, il a été procédé au choix, la saison dernière, de 15 sites dans la commune d'El-Oued pour mettre en œuvre l'expérience de culture de cinq espèces de betterave sucrière, dont le processus culturel se situe entre les mois de septembre et mars. Les recherches et expériences menées au sud du pays se sont avérées réussies, à la faveur des conditions favorables au développement de cette filière, notamment les facteurs hydro-édaphiques et climatiques, d'après M. Allali qui fait état d'un rendement pouvant atteindre 90 tonnes/ha pour la betterave, avec un taux de saccharose de 23,3 %, plus élevé que la moyenne mondiale établie à 16 %.

M. L.

Arabie saoudite

# Aramco lève 12,4 milliards de dollars dans un accord sur des oléoducs

■ Le géant pétrolier saoudien Aramco a annoncé la signature d'un accord avec un consortium mené par le fonds américain EIG Global Energy Partners, en vertu duquel il touchera 12,4 milliards de dollars pour l'utilisation de son réseau d'oléoducs.

Par Salem K.

**A**ramco et EIG vont former une coentreprise détenue à 51 % par le premier et à 49 % par le second, ce qui permettra au groupe saoudien d'engranger dans un premier temps «environ 12,4 milliards de dollars», a indiqué ce dernier dans un communiqué publié tard vendredi.

Cette coentreprise, Aramco Oil Pipelines Company, louera ensuite le réseau d'oléoducs d'Aramco pour une période de 25 ans, a ajouté le géant pétrolier, précisant qu'il garderait «la pleine propriété et le contrôle sur les opérations du réseau».

Cet accord intervient au moment où Aramco cherche à engranger des revenus destinés à la diversification de l'économie du royaume, ultradépendante des hydrocarbures et minée par la pandémie de Covid-19.

En mars, l'entreprise a annoncé une chute de 44,4 %

de son bénéfice net en 2020, à 49 milliards de dollars (41 milliards d'euros), plombé par la baisse des prix du pétrole brut, accentuée par la pandémie qui a lourdement pesé sur la demande mondiale.

Cette deuxième baisse consécutive depuis que la société a commencé à publier ses résultats en 2019 fait pression sur les finances publiques du royaume qui poursuit d'ambitieux projets de plusieurs milliards de dollars pour diversifier son économie.

Malgré la situation, Aramco a affirmé avoir versé 75 milliards de dollars de dividendes à ses actionnaires, comme il s'y était engagé lors de son introduction en Bourse en grande pompe en 2019.

Le géant pétrolier a fait ses débuts en Bourse à Ryad en décembre 2019 avec une introduction alors record - 29,4 milliards de dollars pour la vente de 1,725 % de ses actions.

S. K.

Brésil

## Le pays enregistre une récolte céréalière exceptionnelle

**L**e Brésil est en passe de récolter des quantités record de soja, de maïs et autres céréales, grâce à l'augmentation de ses surfaces de culture et à l'explosion de la demande, notamment de la Chine.

Le premier producteur mondial de soja et troisième producteur mondial de maïs a connu un démarrage lent en raison de la sécheresse qui a sévi dans les Etats clés de la ceinture céréalière, mais enregistre une récolte exceptionnelle grâce à des conditions climatiques optimales depuis.

«La récolte de céréales au Brésil se poursuit à un rythme record, avec une croissance de 16,8 millions de tonnes, soit +6,5 % par rapport à la dernière récolte», a indiqué la Compagnie nationale d'approvisionnement agricole (Conab) dans sa dernière mise à jour. Pour la récolte 2021, les céréaliers brésiliens ont étendu leur surface totale de culture de 3,9 %, soit 68,5 millions d'hectares supplémentaires. Avec 135,5 millions de tonnes, la récolte de soja devrait atteindre un niveau record supérieur de +8,6 % à l'année dernière, qui était déjà record. Le maïs est également en passe de battre un record, avec

une récolte prévue de 109 millions de tonnes, en hausse de 6,2 %.

### Carton plein pour les enchères d'infrastructures

Les enchères pour les concessions de 22 aéroports, une voie ferrée et cinq terminaux portuaires cette semaine au Brésil ont été fructueuses pour le gouvernement Bolsonaro, avec 520 millions d'euros engrangés et 1,5 milliard d'euros d'investissements prévus. L'ensemble des 28 lots a trouvé preneur lors de cette «Infra Week», comme a été baptisée cette série de trois enchères dans le domaine des infrastructures de transports, mais le groupe français Vinci a finalement été le seul étranger à investir dans une concession. Ces enchères étaient importantes pour montrer la capacité du Brésil à attirer les investisseurs malgré la fragilité de son économie, plombée par la crise du coronavirus qui a fait plus de 345 000 morts. «Nous sommes très heureux parce que nous avons montré que le Brésil est un pays d'avenir», a déclaré le ministre des Infrastructures, Tarcisio de Freitas, ven-

dredi, à l'issue de la dernière journée d'enchères.

L'«Infra Week» s'est achevée avec l'attribution de cinq terminaux portuaires, pour un montant total de 216 millions de réais (32 millions d'euros), avec 600 millions de réais d'investissements à la clé. Mais la journée la plus lucrative pour le gouvernement a été celle de mercredi, avec 3,3 milliards de réais (500 millions d'euros), pour les concessions des aéroports, et surtout le double en investissements sur les 30 prochaines années. Les deux lots les plus importants, ceux des régions Sud (9 aéroports, 2,128 milliards de réais), et Centre (6 aéroports, 754 millions de réais), ont été concédés au groupe brésilien CCR, un poids lourd du marché des infrastructures de transport dans le pays. Le groupe français Vinci a obtenu la concession de sept aéroports de la région Nord, dont celui de Manaus, plus grande métropole de la région amazonienne, pour 420 millions de réais (environ 63,4 millions d'euros). L'aéroport de Manaus est le troisième du Brésil pour le fret, notamment en raison de la zone franche industrielle où sont

fabriqués de nombreux produits électroniques. «Pilier du développement économique et social de l'Amazonie, Manaus joue un rôle important dans l'économie brésilienne, notamment dans le domaine de l'industrie électronique en forte croissance», a souligné Vinci Airports dans un communiqué, promettant «des aéroports verts pour une croissance durable».

Vinci opère déjà depuis 2018 l'aéroport de Salvador de Bahia (nord-est), rénové par ses soins pour 160 millions d'euros et élu le «plus durable» du Brésil par l'Agence nationale d'aviation civile en 2019. Jeudi, les enchères de la concession pour 35 ans des 537 km de la voie ferrée Fiol, dans l'Etat de Bahia (nord-est), n'ont pas remporté le même succès que les autres, avec une seule offre, au prix plancher fixé par le gouvernement, 32,7 millions de réais (environ 4,84 millions d'euros). Le gouvernement table néanmoins sur 3,3 milliards de réais (500 millions d'euros) d'investissements, dont plus d'un tiers pour la conclusion des travaux de la voie ferrée, vouée notamment au transport de céréales et de minerais destinés à l'exportation. **Younès S.**

France

## Chute de la production industrielle

**L**a production industrielle en France a chuté de 4,7 % sur un mois en février, a rapporté l'Insee, semant un doute sur le rôle moteur de ce secteur pour la reprise en France. La production a surtout été tirée à la baisse par la fabrication de matériels de transports (automobile, aéronautique...) qui plonge de 11,4 %, a précisé dans son communiqué l'Institut national des statistiques.

Par rapport à février 2020, dernier mois avant la crise économique provoquée par l'épidémie de Covid-19, la production industrielle est en retrait de 6,6 %, indique aussi l'Institut national des statistiques. La production manufacturière chute de 4,6 % sur un mois et reste en retrait de 7,1 % par rapport à l'avant-crise. Selon la banque ING, il est «possible que la baisse de la production industrielle soit due en partie à des per-

turbations dans les chaînes d'approvisionnement, mais aussi à l'hiver vigoureux qui a probablement impacté au moins le secteur de la construction en février».

Les analystes de la banque jugent également possible que la baisse signale un secteur «moins résistant qu'espéré à la situation économique actuelle compliquée de la zone euro», remettant «en doute l'espoir d'un secteur industriel moteur pour l'économie fran-

çaise au premier trimestre». Par rapport à janvier, la baisse de la production concerne tous les secteurs industriels sauf la cokéfaction et le raffinage, en hausse de 11,5 % sur un mois - mais en recul de 20,5 % comparée à février 2020, détaille l'Insee.

La production automobile baisse de 8,3 % sur un mois et s'inscrit en retrait de 13,5 % par rapport à février 2020, tandis que celle des autres matériels de transport chute

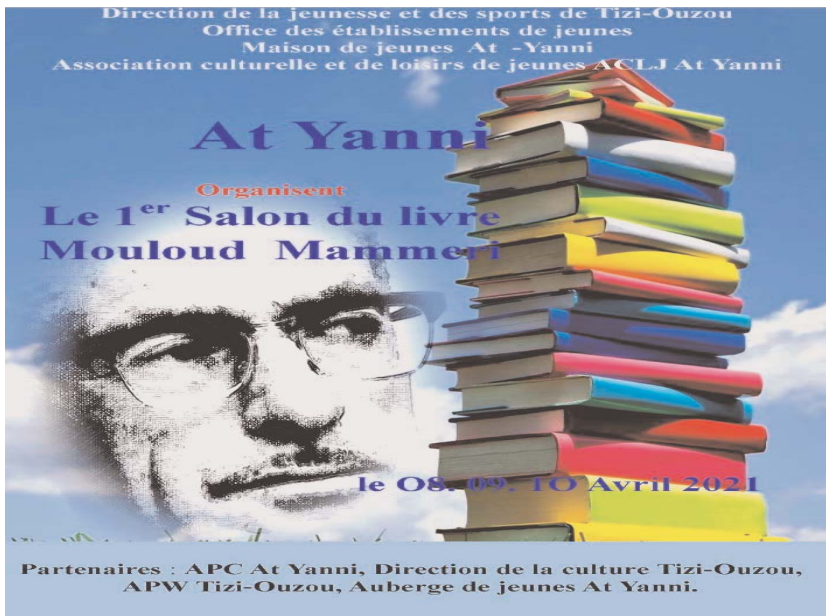
de 13,8 % par rapport à janvier et de 33,6 % comparée à son niveau d'avant-crise. Le secteur des industries extractives, énergie, eau, baisse de 5,4 % sur un mois et de 3,3 % sur un an, tandis que le secteur de la construction diminue de 6 % par rapport à janvier et affiche un retrait de 4,7 % par rapport à l'avant-crise, détaille encore l'Insee.

N. T.

Salon du livre d'Ath-Yanni

# Le rapport à l'écriture littéraire présenté par des auteurs algériens

■ Des auteurs algériens ont présenté au public du «1<sup>er</sup> Salon du livre Mouloud-Mammeri», inauguré jeudi à Ath Yanni, le rapport qui les lie à l'écriture littéraire et à l'œuvre romanesque.



Par Adéla S./APS

Auteur de plusieurs ouvrages, dont «*Le mauvais génie*» dédié lors de cette manifestation, le journaliste-écrivain Nabjib Stambouli a ainsi

estimé, s'agissant des personnages de ses romans, que «*tout être humain est animé par les mêmes désirs, contre-désirs, espoirs et frustrations, qu'il soit algérien ou autre*».

«*Dans cet ancrage, je tends voir plus large à travers*

*des personnages tout à fait fictifs mais ressemblant aux personnes réelles*», dira-t-il lors de la présentation de son dernier ouvrage, avant de préciser que sa démarche consiste à laisser au lecteur le soin de «*tirer ses propres enseignements*» de ses

lectures. A la question de savoir si sa récente création littéraire s'inscrit dans le combat pour les droits des femmes, l'auteur de «*La rancune*» et de «*Impacts*» s'est défendu d'en «*avoir la prétention et de produire un manifeste politique*», considérant qu'il serait «*déjà énorme, si le roman contribue à l'éveil des consciences*».

Son confrère et auteur Mustapha Benfodil est, pour sa part, revenu longuement sur son dernier roman «*Body Writing*» pour expliquer dans quelle mesure le contexte historique de son vécu personnel a imprégné le récit axé autour de son héros Karim Fatimi et de son épouse, Mounia.

«*Ce roman renvoie à la question centrale de la vie et de la mort*», observe-t-il, avant de préciser que, pour lui, l'écriture littéraire s'apparente à «*une construction*», citant les exemples d'un produit cinématographique ou d'un montage de jeu, dans la mesure où il s'agit, explicite-t-il, de «*suivre, jusqu'au bout, le chemin d'une foumri*».

Et d'ajouter que ce type d'écriture est loin d'être «*linéaire et stable, mais s'adaptant à chaque séquence narrative*», tandis qu'il affirme se baser

dans sa rédaction romanesque sur trois piliers, à savoir «*le narratif littéraire, la pluralité visuelle et la dimension sonore*».

Lors d'une table ronde autour du «*Panorama de la littérature féminine*» animée par la co-fondatrice des éditions Barzakh, Selma Hellal, les écrivaines Ourida Baziz Cherifi, Sarah Haider et Hadjer Bali ont raconté comment elles sont arrivées à l'écriture, la première ayant précisé qu'écrire a constitué pour elle une «*thérapie et un jardin secret*», en raison de son vécu particulier. Résumant les interventions des autres, Selma Hellal dira que « *finalement, pour toutes les trois, le territoire de la liberté absolue est celui de l'écriture, celui où elles n'ont peur de rien*».

«*Le 1<sup>er</sup> Salon du livre Mouloud-Mammeri*» a été clôturé hier, après une série de conférences et de présentations d'ouvrages, sachant que le 2<sup>e</sup> jour a été marqué par une affluence importante du public issu des régions avoisinantes, d'Alger et d'autres wilayas, et particulièrement intéressé par le contenu des thématiques abordées et par la richesse des livres soumis par les nombreuses maisons d'édition.

A. S./APS

Mostaganem

## Création d'un ciné-club à la salle Cheikh Hamada

Un ciné-club vient d'être créé à Mostaganem, au niveau de la salle de cinéma Cheikh Hamada (ex-cinémathèque), a-t-on appris, vendredi, de ses animateurs.

Le président de l'association «*Boutcheft*», Abdelatif Ould Benabdellah, a indiqué à l'APS que ce ciné-club est l'un des premiers volets de cette association, créée au début de l'année en cours.

«*La mise en place du ciné-club est l'aboutissement de nombreux efforts et tentatives entreprises depuis 2018 au niveau de cette même salle de cinéma*», a-t-il précisé, ajoutant que ce projet vise à

relancer l'activité cinématographique au niveau de la wilaya et à donner un nouveau souffle aux salles de projection, fermées en raison de la crise sanitaire de Covid-19.

Dans le cadre de cette activité, un film sera programmé chaque jeudi. Sa projection sera précédée par une présentation de la thématique, du réalisateur de l'œuvre et de son courant d'inspiration, puis suivie par un débat qu'animeront un des membres de l'association.

Les films programmés ne sont pas des titres commerciaux mais des œuvres d'essai suscitant des débats et porteuses de valeurs humaines et de cultures diffé-

rentes, permettant une meilleure découverte du 7<sup>e</sup> art universel, a expliqué le même responsable.

La projection de ces films appartenant aux différentes écoles (européenne, latine, russe, chinoise et autres) permettra de développer le sens d'analyse et de critique des œuvres artistiques, d'encourager les échanges entre les cinéphiles et développer une culture cinématographique avec une ouverture sur les autres cultures du monde, a encore expliqué Abdelatif Ould Benabdellah. Selon lui, l'association ambitionne de créer d'autres ciné-clubs au niveau des autres salles de cinéma dans la ville de Mostaganem où

dans les autres communes de la wilaya disposant de salles fermées. Elle œuvre à rapprocher le 7<sup>e</sup> art du public, particulièrement les étudiants et les lycéens, par le biais de «*la caravane du cinéma*», en plus des autres activités culturelles qu'elle initie dans les secteurs de la littérature, du théâtre et de la formation artistique.

La salle Cheikh Hamada, d'une capacité de 250 places, a été rénovée et ouverte en juillet 2017. Elle dispose de moyens de projection modernes.

Sa rénovation a nécessité une enveloppe financière de 10 millions DA, a-t-on indiqué.

Racim C.

Batna

## Le parc culturel du site de Ghoufi englobera certaines zones de Biskra

Le parc culturel prévu sur le site de Ghoufi, dans la commune de Ghassira (wilaya de Batna), englobera certaines régions de la wilaya voisine de Biskra, a indiqué, jeudi, le directeur local de la culture et des arts, Omar Kebbour.

Le même responsable a précisé à l'APS que ce parc culturel annoncé par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, sur les balcons de Ghoufi au cours de sa dernière visite à Batna, inclura l'aire s'étendant entre la vallée de

Oued Labiodh (localement appelé Ighzer Amellel) et la vallée de Oued Abdi sur une largeur de 100 km.

Du côté de Oued Abdi, ce parc prendra naissance à partir de M'chouneche (wilaya de Biskra) jusqu'à la région de Tabadounet, à 15 km de la commune d'Arris et se prolongera de l'autre côté jusqu'à Bouzina et Theniet El Abed, en direction de Menaâ puis Tigherghar, la partie haute d'Amentane et la partie basse d'Amentane jusqu'au village Beni Souik à

Djemoura, dans la wilaya de Biskra.

Ce sont des données résultant des rencontres de la commission mise en place à cet effet par la ministre de la Culture et des Arts, et tenues à Alger avec les parties concernées par les divers aspects patrimonial, architectural et culturel du dossier conformément à la loi 04/92 article 40 relative aux parcs culturels, a-t-il souligné.

Le directeur de la culture et des arts a également affirmé que des efforts seront consentis

dans le cadre de la création du parc culturel de Ghoufi pour préserver tout ce qui se rapporte aux traditions, coutumes, patrimoine matériel et immatériel, nature et écologie sur cette aire et améliorer le niveau de vie de sa population dans le cadre du développement durable.

Il a aussi déclaré que des sorties vers cette localité seront organisées par une commission technique pour recenser avec précision les atouts de cette région et organiser de larges campagnes de sensibilisation

au sein de la population à l'importance de ce parc, les avantages qu'il peut apporter au regard des spécificités touristique, artisanale et urbanistique et des traditions.

La région de Ghoufi est connue pour ses balcons et ses gorges abruptes, ses Thakliêt à l'architecture authentique et ses paysages naturels où la chaleur du Sahara contraste avec le froid des monts enneigés qui attirent de nombreux amoureux de la nature.

R. C.



## Birmanie

# Le bain de sang se poursuit, l'ONU sommée d'agir

■ Des opposants au putsch en Birmanie ont maculé de peinture rouge hier des rues à Rangoun pour dénoncer la féroce répression des forces de sécurité qui a fait la veille au moins une quarantaine de morts à Bago, au nord-est de la capitale économique du pays.

Par Mourad M.

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est vu supplié d'agir par des civils birmanois et l'ambassadeur birman à l'ONU, Kyaw Moe Tun, limogé par la junte mais toujours en fonctions, qui a imploré : «S'il vous plaît, s'il vous plaît, passez à l'action». Il a réclamé une «zone d'exclusion aérienne» pour contrer les raids du régime contre des minorités, avec des sanctions contre la junte et un embargo sur les armes.

Depuis le coup d'État militaire du 1<sup>er</sup> février qui a renversé le gouvernement civil d'Aung San Suu Kyi, la Birmanie est secouée par des manifestations quotidiennes dans lesquelles au moins 618 civils ont été tués, selon l'Association d'assistance

aux prisonniers politiques (AAPP).

«La junte qualifie les victimes de «violents terroristes» et comptabilise 248 morts depuis le 1<sup>er</sup> février», a déclaré, vendredi, un porte-parole.

Malgré le bain de sang, manifestations et grèves se poursuivent. Les protestataires tentent de déjouer la répression avec des moyens d'action alternatifs.

Hier, ils ont jeté dans les rues du centre de Rangoun, près de la pagode Shwedagon, de la peinture écarlate dans le cadre d'une initiative nommée «Mouvement rouge».

«Unissons-nous et montrons hardiment en rouge qu'il ne sera pas du tout permis au régime dictatorial de nous gouverner», explique un étudiant sur Facebook. Des tracts assurant

«Ils ne nous gouverneront pas» ont été éparpillés dans plusieurs quartiers de Rangoun et collés à Mandalay (centre) sur la statue du général Aung San, père d'Aung San Suu Kyi et héros de l'indépendance birmane.

L'ex-dirigeante civile, prix Nobel de la paix en 1991, est détenue au secret depuis le coup d'État et fait l'objet d'une série d'accusations en justice.

Les restrictions imposées par la junte à l'accès aux données mobiles et à l'internet entravent la circulation et la vérification des informations mais des détails filtreraient hier sur la journée de violences la veille Bago (65 km au nord-est de Rangoun) qui a poussé des habitants à se réfugier dans des villages voisins.

Au moins quarante manifestations ont été tués vendredi dans la répression menée par les forces de l'ordre qui ont empêché les secouristes de récupérer les corps, a déclaré un habitant à l'AFP. Des médias locaux ont fait état d'un bilan bien supérieur.

«Ils ont empilé tous les cadavres, les ont chargés dans leur camion militaire et les ont emportés», a dit cet habitant, précisant que les autorités ont ensuite arrêté des gens alentours.

Des images tournées vendredi matin et vérifiées par l'AFP montrent des manifestants se cacher derrière des barricades en sacs de sable, munis d'armes artisanales, avec des explosions



en fond sonore.

met d'urgence. La Birmanie, elle, continue de refuser de l'accueillir.

## La communauté internationale s'alarme de plus en plus de la situation

La Russie et la Chine rejettent l'idée de sanctions. Les États-Unis et plusieurs pays européens ont réclamé vendredi au Conseil de sécurité d'aller au-delà des trois déclarations unanimes adoptées depuis le putsch.

L'émissaire de l'ONU pour la Birmanie, Christine Schraner Burgener, a débuté vendredi en Thaïlande une tournée asiatique qui doit la conduire aussi en Chine et dans des pays de l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) qui devrait tenir le 20 avril à Jakarta un som-

Allié traditionnel de l'armée birmane, Pékin s'inquiète néanmoins de l'instabilité dans le pays et, selon des informations de presse, aurait ouvert des contacts avec le groupe de résistance CRPH, le Comité pour représenter le Pyidaungsu Hluttaw, l'organe législatif birman dissous après le putsch.

Parmi les personnalités birmanes invitées à s'exprimer vendredi devant le Conseil de sécurité, figurait Daw Zin Mar Aung, une représentante du CRPH qui assure avoir déjà rassemblé quelque 270 000 éléments prouvant des violations des droits humains «de grande ampleur».

M. M.



## Commentaire

### Sanctions

Par Fouzia Mahmoudi

Washington l'on tourne la page de la présidence de Donald Trump. Le plus important étant le dossier du nucléaire iranien. Après que le président républicain ait en 2018 claqué la porte à l'Accord de Vienne que Barack Obama avait réussi à mettre en place à la suite de nombreuses années de négociations ardues, Joe Biden, à la Maison-Blanche depuis janvier dernier, tente visiblement désormais de renouer le lien avec Téhéran. Pour ce faire, les États-Unis ont fait des propositions «très sérieuses» à l'Iran pour relancer l'Accord sur le nucléaire iranien, lors de discussions à Vienne, et s'attendent à ce que Téhéran fasse preuve du même «sérieux», a indiqué, vendredi, un responsable américain. «Les négociateurs américains ont avancé une idée très sérieuse et montré une réelle intention de recommencer à respecter (l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien) si l'Iran s'y conforme à nouveau», a affirmé ce responsable à des journalistes, alors que les échanges s'interrompaient pour le week-end. Mais le responsable a indiqué que les États-Unis s'attendaient à une «réciprocité» de l'Iran quant à leurs efforts. «Nous avons vu certains signes (de réciprocité) mais certainement pas assez. La question est de savoir si l'Iran a la volonté de (...) choisir la même approche pragmatique que celle des États-Unis pour se conformer de nouveau à ses obligations prévues par l'accord», a-t-il dit. L'accord de 2015, connu sous l'acronyme anglais de JCPOA, a imposé des restrictions au programme nucléaire iranien afin de rassurer la communauté internationale sur le fait que Téhéran ne serait pas en mesure de développer une arme nucléaire. En contrepartie, l'accord rendait obligatoire la levée de certaines sanctions à l'encontre de l'Iran. Cependant, en 2018, l'ancien président américain Donald Trump en a retiré de manière spectaculaire son pays et a réimposé des sanctions unilatérales, ce qui a incité l'Iran à riposter en dépassant les limites de l'activité nucléaire fixées dans le texte. Le nouveau président américain Joe Biden a déclaré qu'il était prêt à réintégrer l'accord, mais l'Iran a refusé des négociations directes avec les États-Unis tant que les sanctions contre Téhéran restent en place. Des «échanges productifs» ont eu lieu, selon l'Union européenne, lors de la première semaine de discussions à Vienne pour sauver l'accord historique de 2015 sur le nucléaire iranien et les négociations vont se poursuivre mercredi, a indiqué l'Iran vendredi. «Les participants ont pris note des échanges constructifs et axés sur les résultats», a déclaré vendredi l'UE, qui coordonne les discussions, dans un communiqué. L'Iran, la Chine, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et la Russie «ont fait le point sur le travail effectué par les experts au cours des trois derniers jours et ont noté avec satisfaction les premiers progrès réalisés», a écrit sur Twitter l'ambassadeur russe à Vienne, Mikhail Oulianov. Reste à voir jusqu'où ira Washington et quelles concessions seront envisagées pour rétablir le lien avec Téhéran qui continue pourtant de subir de plein fouet les sanctions économiques décidées par Donald Trump. Les Iraniens, eux, malgré leur volonté de ne pas apparaître faibles face aux Occidentaux, persistent à se montrer difficiles bien que pris à la gorge par la crise financière qui frappe leur pays, et une reprise de l'Accord et des relations cordiales avec la Maison-Blanche est aujourd'hui une opportunité qu'ils ne peuvent se permettre de continuer à retarder trop longtemps.

F. M.

## Nucléaire

# L'Iran met en service de nouvelles cascades de centrifugeuses

L'Iran a annoncé, hier, la mise en service de nouvelles cascades de centrifugeuses modernisées permettant d'enrichir plus rapidement l'uranium et dont l'utilisation lui est interdite aux termes de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015.

Ces annonces interviennent alors que des discussions ont lieu à Vienne entre la République islamique et les autres États parties à l'accord de 2015 (Allemagne, Chine, France, Grande-Bretagne et Russie) sur la façon de réintégrer les États-Unis au sein de ce pacte conclu dans la capitale autrichienne.

Vendredi, un responsable américain a déclaré sous le couvert de l'anonymat que Washington avait fait, indirectement, des propositions «très sérieuses» à l'Iran pour relancer cet accord et que les Américains attendaient une certaine «réciprocité» de la part de la République islamique.

Les mesures annoncées en fanfare hier par l'exécutif iranien ne vont pas dans ce sens. Le Président Hassan Rohani a inauguré officiellement une ligne de 164 centrifugeuses dites IR-6 et

une autre de 30 IR-5, installées dans le complexe nucléaire de Natanz (centre de l'Iran), à l'occasion d'une cérémonie en visioconférence retransmise par la télévision d'État.

«Veuillez lancer l'opération d'alimentation en gaz (d'uranium) de la (cascade) de centrifugeuses de nouvelle génération au complexe d'enrichissement de Natanz», a déclaré le président. La télévision d'État n'a pas diffusé d'images de ces cascades, mais des ingénieurs en blouse blanche intervenant en duplex ont confirmé la mise en service de cette ligne de centrifugeuses. L'accord de Vienne est moribond depuis que les États-Unis en sont sortis unilatéralement trois ans plus tard en 2018, sous la présidence de Donald Trump, rétablissant une avalanche de sanctions économiques et financières contre l'Iran.

En riposte, Téhéran a commencé à s'affranchir de ses engagements à partir de mai 2019, et le rythme s'est accéléré ces derniers mois.

Le nouveau président américain Joe Biden a déclaré qu'il était prêt à réintégrer l'accord, donc à lever les sanctions après

négociations.

De son côté, l'Iran dit être prêt à revenir à l'application pleine et entière du texte, à condition que les États-Unis lèvent d'abord toutes les sanctions qu'ils ont réimposées ou instaurées contre Téhéran depuis 2018. Téhéran refuse aussi de discuter directement avec les États-Unis à ce stade.

Les centrifugeuses IR-5 et IR-6 permettent d'enrichir de l'uranium plus vite et en quantité plus abondante que les centrifugeuses «de première génération» IR-1, les seules que l'accord de Vienne autorise l'Iran à utiliser.

M. Rohani a répété à l'occasion de cette cérémonie organisée pour la «Journée nationale de la technologie nucléaire» que le programme nucléaire de son pays était purement «pacifique».

Selon la Russie, afin de «maintenir la dynamique positive», les diplomates des pays toujours parties à l'accord de Vienne «se réuniront à nouveau la semaine prochaine dans la capitale autrichienne». Selon Téhéran, cette rencontre doit avoir lieu mercredi, au niveau des vice-ministres des Affaires étrangères.

Covid-19/Tunisie

# Mechichi : les récentes mesures pourraient être revues

■ Le Chef du gouvernement tunisien, Hichem Mechichi, a déclaré, vendredi, que les mesures strictes prises face à la situation sanitaire délicate pourraient être revues, d'autant plus que le président de la République a appelé à la révision des horaires du couvre-feu.



Par Moncef Gh.

Dans une déclaration de presse, au cours d'un déplacement dans le gouvernorat de Gabès, il a assuré que le gouvernement se penchera sur cette question.

En marge de la cérémonie

marquant la célébration de la Fête des Martyrs, le président tunisien, Kais Saïed, avait évoqué, plus tôt dans la journée, les mesures annoncées la veille portant, notamment, sur le couvre-feu durant le mois de ramadhan.

Il a appelé à la nécessité de prendre en considération les

propositions du Comité scientifique ainsi que les aspects relatifs à la situation économique et sociale dans le pays.

Le chef de l'Etat a également souligné la nécessité de déterminer toutes les considérations à prendre en compte et de prévoir les mesures nécessaires avec la possibilité de les revoir

selon l'évolution de la situation dans les régions.

L'instance nationale de lutte contre le coronavirus a annoncé mercredi de nouvelles mesures pour la période du 9 au 30 avril en cours, dont notamment le rétablissement du couvre-feu à partir de 19h00 jusqu'à 05h00 sur toutes les régions.

## 1 833 nouveaux cas confirmés et 49 décès en 24 heures

Le ministère tunisien de la Santé a signalé jeudi 1 833 nouvelles infections au Covid-19 et 49 décès supplémentaires au cours des dernières 24 heures.

Le pays a enregistré ainsi au total 266 827 cas confirmés et 9 136 décès dus à la pandémie depuis le 2 mars 2020.

En date du 7 avril, 222 461 personnes atteintes du virus se sont rétablies en Tunisie, alors que 1 844 patients sont actuellement hospitalisés, dont 388 en soins intensifs et 117 sous respiration artificielle, selon le bilan épidémiologique du ministère.

Jeudi, le ministère tunisien de la Santé a annoncé sur sa page officielle Facebook que la Tunisie avait déjà autorisé l'utilisation du vaccin américain unidose de

Johnson & Johnson contre le Covid-19.

Dans une déclaration de presse, le ministre tunisien de la Santé, Faouzi Mehdi, a révélé que le vaccin d'AstraZeneca serait destiné aux personnes âgées de plus de 60 ans.

## 625 nouveaux cas et 12 décès en 24 heures au Maroc

Un total de 625 nouveaux cas d'infection au coronavirus et 12 nouveaux décès ont été enregistrés au cours des dernières 24 heures au Maroc, a annoncé, vendredi, le ministère de la Santé. Ce nouveau bilan porte à 500 948 le nombre total des contaminations depuis le premier cas signalé en mars 2020. Le nombre des personnes rétablies est passé à 487 414, soit un taux de guérison de 97,3 %.

Quant au nombre total des décès, il est passé à 8 885, avec 12 nouveaux cas recensés en 24 heures, soit un taux de létalité de 1,8 %.

Le nombre des cas actifs s'élève à 4 649, tandis que les cas sévères ou critiques sont au nombre de 442, dont 20 placés sous intubation.

M. Gh.

Maroc

## Le journaliste Omar Radi entame une grève de la faim

Le journaliste marocain, Omar Radi, a décidé d'entamer une grève de la faim après le rejet de sa demande de mise en liberté provisoire précédemment soumise par son comité de défense, ont rapporté des médias locaux.

Omar Radi s'est joint à la grève ouverte de la faim, annoncée par l'ex-rédacteur en chef du journal «*Akhbar Al Yaoum*», Soulaïman Raïssouni, «*pour dénoncer le maintien de leur détention arbitraire*», ont indiqué les médias, citant le père du journaliste, Driss Radi.

Dans une lettre publiée sur sa page Facebook, Driss Radi a indiqué que son fils lui avait annoncé cette nouvelle lors de leur récent appel téléphonique.

«*Cela m'a fait peur pour ta santé déjà fragile, surtout que tu es sous surveillance*

*médicale qui t'oblige à prendre des médicaments trois fois par jour, en raison d'une maladie chronique qui s'est aggravée avec les conditions de détention arbitraire*», a-t-il écrit.

Exprimant son inquiétude quant à cette décision, le père d'Omar Radi dit toutefois «*comprendre et imaginer le degré de désespoir, quand l'injustice peut bloquer la vie et la mort devient une décision de lutte et un défi*».

«*Cela se produit avec vous (Omar et Soulaïman) à cause de l'extrémisme du pouvoir judiciaire, le manque de justice et l'autoritarisme rampant*», a-t-il ajouté.

Le père du journaliste marocain écrit, en outre, que «*la force des deux journalistes emprisonnés ne réside pas dans les grèves de la faim*», rappelant que le régi-

me veut qu'ils «*meurent et qu'il est prêt à tuer tous les adversaires en les poussant au désespoir et au suicide pour se débarrasser d'eux*».

Plus tôt dans la semaine, la cour d'appel de Casablanca a rejeté la demande de mise en liberté provisoire de Omar Radi dont le procès a été reporté au 27 avril prochain. Des organisations internationales de défense des droits de l'Homme ont signé une pétition dans laquelle elles appellent les autorités marocaines à assurer un procès équitable au journaliste et militant Omar Radi poursuivi pour des faits d'*atteinte à la sécurité de l'Etat* et de «*viol*». Ces organisations dont Amnesty International, Human Rights Watch, Project on Middle East Democracy, Cairo Institute for Human Rights Studies ou

encore The Freedom Initiative ont indiqué que les autorités marocaines auraient dû accorder à Omar Radi la liberté provisoire, notant que la détention devrait être «*exception et non la règle*».

Pour sa part, Soulaïman Raïssouni a entamé jeudi une grève de la faim ouverte pour protester, entre autres, contre son arrestation arbitraire et sa détention provisoire pendant près d'un an sans procès, et en l'absence de preuves l'incriminant.

La décision de Raïssouni, selon son épouse, intervient après deux grèves d'avertissement pour protester contre son «*arrestation arbitraire depuis le 22 mai, au cours de laquelle il a été privé de sa défense, alors qu'en prison il vivait dans une cellule d'isolement*».

Daïly Y.

Sahara occidental

## Le peuple sahraoui aspire à une «position sérieuse» de la part du HCDH

La représentante du Front Polisario en Suisse, Oumaima Abdessalem, a exprimé la préoccupation du Front vis-à-vis de la situation alarmante au Sahara occidental occupé, affirmant que le peuple sahraoui aspirait encore à une «*position sérieuse*» de la part du Haut commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH) contre les crimes de l'occupation marocaine, a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Selon la même source, les ambassadeurs membres au Groupe de Genève pour le soutien au Sahara occidental en compagnie de Oumaima Abdessalem et d'un membre de la société civile, ont tenu jeudi une réunion avec la Haute Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Michelle Bachelet, pour discuter de la situation «*alarmante*» des droits de l'Homme dans les territoires occupés, au vu de la rupture du cessez-le-feu entre le Polisario et

le Maroc. «*La diplomate sahraouie a fustigé le traitement par le Haut commissariat des violations contre le peuple sahraoui qui attend toujours une réaction ferme de sa part à l'égard des crimes marocains dans le cadre de ses engagements exprimés au cours du Sommet mondial de l'action humanitaire, tenu à Istanbul en 2016*», ajoute la même source.

«*Face à l'impunité du Maroc et à l'inertie du Secrétariat général de l'ONU, le Polisario n'avait*

*d'autre choix que la poursuite de la lutte armée dans le but de protéger les civils sahraouis*», a souligné la même diplomate.

Elle a également appelé à «*la mise en œuvre d'un programme de coopération technique et à l'accélération de l'envoi d'une mission d'enquête dans les territoires occupés, outre la création d'un mécanisme indépendant et crédible devant veiller au respect des droits de l'Homme*».

De leur côté, les ambassadeurs membres au Groupe de

Genève ont déploré «*l'inertie du Conseil des droits de l'Homme face aux rapports relatifs aux violations systématiques commises par l'occupant marocain au Sahara occidental*».

Ils ont également mis en avant l'impératif de trouver une solution politique, équitable et pérenne au conflit sahraoui, conformément aux résolutions de l'ONU, afin de garantir le droit des Sahraouis à autodétermination.

R. M.





Ligue des champions d'Afrique

## Le CRB se qualifie en quarts

Le CR Belouizdad, un des deux représentants algériens en Ligue des champions africaine de football, s'est qualifié vendredi, pour la première fois de son histoire, en quarts de finale de cette prestigieuse compétition continentale, en ramenant une précieuse victoire de son déplacement chez le leader du groupe B, les Sud-Africains de Mamelodi Sundowns (2-0).

C'est le meneur de jeu Amir Sayoud qui a ouvert le score pour le Chabab (29'), avant que son coéquipier, le vétéran Ahmed Gasmi, qui fêtera ses 37 ans au mois de novembre prochain, ne double la mise à la 45'. Au retour des vestiaires, les Sud-Africains ont essayé de refaire leur retard, ne serait-ce que pour terminer cette phase de poules en étant invaincus, mais c'était sans compter sur la ténacité des «Rouge et Blanc», qui se sont battus comme des diables pour défendre leur acquis jusqu'au coup de sifflet final. Une précieuse victoire en déplacement qui qualifie le CRB en quarts de finale en tant que deuxième avec neuf points, derrière cette même

équipe de Mamelodi Sundowns, qui elle en compte 13.

Dans l'autre match de ce groupe B, le TP Mazembe a souffert pendant près de 80 minutes avant de prendre le dessus sur les Soudanais d'Al Hilal (2-1). Ce sont d'ailleurs les visiteurs qui ont ouvert le score, dès la 2', par El Mugadam, face à un adversaire congolais complètement impuissant, malgré l'avantage du terrain.

D'ailleurs, même le but de l'égalisation a été inscrit par un joueur soudanais, puisque c'est l'infortuné Ouatra qui a trompé son propre gardien à la 18'. Mais ce terrible coup du sort a eu pour effet d'affecter considérablement le moral des Soudanais, et à force d'insister, le TPM a fini par les achever en toute fin de match, en ajoutant un deuxième but par l'intermédiaire de Tshibangu (76').

Une victoire qui compte cependant pour du beurre, puisqu'au final, ce sont Mamelodi Sundowns et le CR Belouizdad qui se qualifient pour les quarts de finale. Al Hilal et le TP Mazembe, eux, sont éliminés.

AG électorale de la FAF

# La candidature d'Amara Charafeddine sera-t-elle validée ?

■ L'information qui a filtré depuis quelque temps est maintenant officielle. En effet, l'actuel P-DG de Madar et président du CRB dont le groupe est le principal actionnaire, Charafeddine Amara, a déposé sa candidature pour le poste de président de la Fédération algérienne de football.



La candidature de Amara attend l'approbation de la Commission de candidature présidée par Yahli

MJS

## Un plan d'action pour accompagner les athlètes d'élite élaboré

LE MINISTÈRE de la Jeunesse et des Sports (MJS) a élaboré un plan d'action visant à encadrer les athlètes de haut niveau en prévision des deux prochaines principales compétitions internationales et s'articulant sur trois axes.

Il s'agit de la prise en charge des programmes de préparation des athlètes qualifiés et qualifiables aux toutes olympiques, la modernisation des infrastructures de préparation et l'amélioration de la situation socioprofessionnelle des athlètes d'élite. « Cette stratégie se veut une chaîne d'actions complémentaires et intégrée qui a pour but d'assurer une prise en charge idoine des athlètes qualifiés et qualifiables aux Jeux Olympiques et Paralympiques Tokyo-2020 et aux Jeux Méditerranéens d'Oran-2022 », indique le plan d'action dont l'APS détient une copie.

Pour le premier volet, à savoir la prise en charge des athlètes qualifiés et qualifiables aux Jeux Olympiques et Paralympique de Tokyo et aux Jeux Méditerranéens d'Oran, le MJS a procédé au versement de 910 millions de dinars au cours de la période allant du 24 novembre au 6 décembre 2020 à 325 athlètes, représentant 21 fédérations sportives nationales, selon le document.

« Les besoins des 21 fédérations sont axés sur un programme global et un plan de préparation individualisé des athlètes d'élite, et ce jusqu'en juin 2021. Un programme global qui comprend les stages à l'intérieur du pays et à l'étranger, un encadrement local et étranger approprié ainsi que la participation aux compétitions internatio-

nales qualificatives aux Jeux Olympiques », souligne le document, précisant que « ces subventions entrant dans le cadre de la prise en charge optimale des athlètes se concrétisent à travers des contrats de performances relatifs aux programmes de préparation de chaque athlète ».

Les 21 fédérations concernées par ces subventions sont : le handisport, l'athlétisme, le cyclisme, la boxe, le handball, les luttes associées, le karaté-do, le judo, la gymnastique, la natation, l'aviron et le canoë-kayak, le basket-ball, l'escrime, le tennis, le volley-ball, la voile, l'haltérophilie, le badminton, le taekwondo, le tir sportif et le tennis de table.

Concernant la modernisation des infrastructures de préparation, la tutelle a mis en place une stratégie visant à domicilier les disciplines olympiques au niveau des centres de regroupement des sélections nationales de Souidania (Alger) et Fouka (Tipasa), dotés respectivement de 400 et 160 lits.

Par Mahfoud M.

Ce dernier, qui a même déposé la liste du bureau avec lequel il devra composer, est le seul candidat qui a officiellement présenté sa candidature dans les délais impartis par la FAF et les autorités concernées. On retrouve dans la liste de Amara d'anciens membres qui ont travaillé avec l'ex-président de la FAF, Kheireddine Zetchi, à l'image de Amar Bahloul, Hakim Meddane et Rachid Gasmi. L'ancien joueur et sélectionneur national Ali Fergani est, lui aussi, sur cette liste, de même que l'ex-joueur de l'équipe du FLN, Mohamed Maouche et l'ancien ministre, Mouldi Aïssaoui. Sa candidature n'est, cependant, pas encore validée puisqu'elle devrait être examinée par le président de la Commission des candidatures, Abdelmadjid Yahli. Des sources proches de ce dernier affirment qu'il est fort probable qu'il rejette cette candidature au vu de ses dernières déclarations, où il critiquait l'approche de tenir cette AG électorale à cette date (15 avril) sans avoir procédé à la révision des statuts, comme demandé par la Fifa. Il a même indiqué qu'on se dirigeait droit dans le mur et qu'il

fallait privilégier le dialogue au lieu d'aller vers le bras de fer, étant donné que l'instance internationale risque d'invalider la prochaine AGE de la FAF, la réglementation n'étant pas respectée. Par ailleurs, il faut savoir que certains critères mis en place pour le poste de président de la FAF ne sont pas respectés avec la candidature de Amara qui ne dispose pas de cinq années d'exercice à la tête du CRB, puisqu'il y est depuis seulement deux ans.

M. M.

### La liste des membres du BF de Charaf-eddine Amara

M. Mohamed Maouche (représentant de la glorieuse équipe du FLN et membre de l'AG de la FAF).

- M. Mouldi Aïssaoui (membre de l'AG, ex-président de la FAF et ancien ministre de la Jeunesse et des Sports).

- M. Rachid Gasmi (ex-membre du Bureau fédéral sortant et représentant de la JS Saoura).

- M. Amar Bahloul (président de la Ligue régionale de football d'Annaba).

- M. Yacine Benhamza (président de la Ligue régionale de football de Saïda)

- M. Mohamed Ghouti (président de la Ligue de football de la wilaya d'Oum El-Bouaghi).

- Mme Laghouati Naciba (représentante de la Ligue nationale de football féminin).

- M. Bachir Mansouri (président de la Ligue de football de la wilaya d'Illizi).

- M. Hakim Meddane (représentant de la JSM Béjaïa).

- M. Rachid Okali (président de la Ligue de football de la wilaya d'Alger).

- M. Larbi oumamar (représentant de l'ASM Oran).

- M. Djillali Touil (président de la Ligue de football de la wilaya de Chlef).

### MEMBRES SUPPLÉANTS DU BUREAU FÉDÉRAL :

- M. Slimane Yamani (président de la Ligue de football de la wilaya de Béchar).

- Mme Fadila Chachoua (présidente de la Ligue de football de la wilaya de Boumerdès).

- M. Mohamed Douas (président de la Ligue de football de la wilaya d'Annaba).

- M. Ahmed Kharchi (président de la Ligue de football de la wilaya de Laghouat).

- M. Baghdad Mebarki (président de la Ligue de football de la wilaya de Naâma).

## Belmadi réaffirme sa «neutralité»

LE SÉLECTIONNEUR national, Djamel Belmadi, a tenu à réitérer sa «neutralité» et son «impartialité» dans tout ce qui se rapporte à la prochaine Assemblée générale électorale de la Fédération algérienne de football (AGE/FAF), prévue le 15 avril à Alger, arguant le fait que « toute implication de sa part dans ce registre pourrait être préjudiciable à la sélection nationale ». En effet, « Belmadi ne veut en aucun cas être le soutien de qui que ce soit, ni voir son nom lié ou utilisé dans le cadre d'un quelconque programme, voire pour des desseins populistes », estimant qu'il s'était « engagé unique-

ment avec la première sélection du pays, et pour des objectifs purement sportifs », a indiqué la FAF dans un communiqué diffusé vendredi soir sur son site officiel. Le sélectionneur national dit parler en connaissance de cause, car selon lui, le stage bloqué effectué par les Verts pendant la dernière date Fifa, allant du 22 au 30 mars 2021 et qui fut entrecoupé par les matchs contre la Zambie (le 25 à Lusaka) et le Botswana (le 29 à Blida) dans le cadre des éliminatoires de la CAN-2021 au Cameroun a été « chaotique », ne lui permettant pas d'être dans des conditions optimales pour mener à bien

sa mission d'entraîneur ». Selon Belmadi, cité par la FAF, « cette situation avait même considérablement perturbé les joueurs », considérant que ce fait « est inadmissible à l'échelle d'une sélection nationale ». Ainsi, pour éviter de nouveaux désagréments de ce genre, Belmadi a explicitement demandé à ne plus vivre « un tel marasme et une ambiance aussi pesante, par rapport aux prochaines élections de la FAF ». Belmadi a conclu en affirmant que « cette situation l'inquiète au plus haut point, et risque de compromettre sérieusement l'avenir des Verts lors des prochaines échéances ».

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Accidents de la circulation

## 13 morts et 400 blessés au cours des dernières 48 heures

TREIZE personnes ont trouvé la mort et 400 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 heures à travers le territoire national, indique hier un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, avec deux personnes décédées et neuf autres blessées dans huit accidents de la circulation, précise le même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première

urgence à seize personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant de différents dispositifs de chauffage à l'intérieur de leurs habitations dans les wilayas de Guelma (6 personnes), Médéa (5), Bordj Bou-Arréridj (4) et Batna (1), ajoute le communiqué. Les unités de la Protection civile ont procédé, d'autre part, à l'extinction de cinq incendies urbains et divers à travers les wilayas de Constantine, Tizi-Ouzou, Bouira et Boumerdès, indique la même source.

R. N.

Centre culturel islamique

## Un programme riche à l'occasion du ramadhan

LE CENTRE culturel islamique (CIC) a élaboré à l'occasion du mois de ramadhan «un programme culturel varié à travers ses différentes antennes», a-t-on appris du directeur du Centre. A l'occasion du mois de jeûne, le Centre a élaboré un programme riche comprenant des concours mais aussi des séminaires scientifiques et religieux portant sur des thèmes en lien avec le mois sacré, a déclaré Mohammed Yessaâd. Soulignant le strict respect des mesures préventives contre le coronavirus au niveau des antennes du CIC, M. Yessaâd a précisé néanmoins que «la majorité des activités seront organisées via le net, notamment Facebook».

Il a cité, dans ce sens, la 6<sup>e</sup> édition du concours national destiné aux élèves des trois paliers de l'enseignement national ainsi que le lancement d'une série de «dourous» enregistrés

sur la tradition prophétique diffusés quotidiennement à partir de 18h00 à travers les pages Facebook des différentes structures du CIC. Le programme comporte également des émissions enregistrées sur la calligraphie arabe ainsi que des cours et conférences sur l'éducation des enfants, outre des cours sur les oulémas de l'Ecole de Cheikh Ben Badis et des émissions consacrées à la santé du jeûneur animées par D' Fethi Benachenhou et D' Lamia Mouhoubi, a-t-il détaillé. Les portes du Centre à Alger et ses antennes à travers le pays demeurent ouvertes durant le mois sacré aux élèves de terminale pour leurs révisions, dans le cadre du respect du protocole sanitaire, a fait savoir le directeur du CIC.

Samir T.

Fédération algérienne de kung-fu wushu

## L'AGE reportée au 15 avril

L'ASSEMBLÉE générale élective (AGE) de la Fédération algérienne de kung-fu wushu (FAKWushu), prévue initialement hier (9h00) au Complexe sportif «Sveltesse» à Chéraga (Alger), est reportée au 15 du même mois.

«Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a décidé de reporter ce rendez-vous au 15 avril en attendant la réception du rapport de la commission d'inspection générale», a déclaré à l'APS le secrétaire général (SG) de l'instance fédérale, Hakim Krineh.

Pour rappel, le président sortant, Yahia Beddour, est le seul candidat en lice pour le poste de président de la fédération.

La commission de candidature avait validé deux dossiers pour le poste de président, à savoir ceux du président sortant

Yahia Beddour et de Riad Bouanik, mais la candidature de ce dernier a été rejetée par la commission de recours.

Concernant la représentation au sein du bureau fédéral, 13 dossiers ont été validés : Djamel Boukherouba, Azzedine Amimour, Mohamed Becharef, Missoum Houachine, Mohamed Bousaid, Ahmed Mahmoudi, Sid Ali Ameur, Abdenour Ben Aissa, Amar Hedhoud, Bachir Nessim Naimi Filali, Moulay Youcef et Youcef Aouchken. Pour rappel, l'Assemblée générale ordinaire (AGO), organisée le 27 mars, avait adopté les bilans moral et financier de l'exercice 2020 ainsi que le bilan du mandat olympique 2017-2020. La FAKWushu a été officiellement agréée en 2018.

F. O.

## A quelques jours du mois sacré



## Entre 4 et 7 ans de prison ferme pour trafic de drogue à Bouhadjar

■ Des peines de prison ferme allant de 4 à 7 ans ont été prononcées jeudi dernier à l'encontre de quatre individus pour «association de malfaiteurs, trafic de drogue et agressions à l'arme blanche» au niveau de la commune frontalière de Bouhadjar (El Tarf), a-t-on appris, hier, du chargé de communication de la sûreté de la wilaya.

Par Amina H.

Selon le lieutenant Abdelaziz Oussama, les quatre mis en cause ont été présentés devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel de Bouhadjar, dans le cadre de la comparution immédiate, soulignant que deux d'entre eux ont été condamnés à une peine de prison ferme de 7 ans, un autre à 6 ans et le dernier à 4 ans.

Ces individus ont été arrêtés lors d'une descente policière nocturne intervenant à la suite de plaintes émanant des habitants de quartiers populaires dépendant de cette daïra, où les mis en cause semaient la terreur en usant d'armes blanches prohibées et s'adonnaient au trafic de drogue, a ajouté la même source.

Lors de l'arrestation des quatre trafiquants, âgés entre 20 et 30 ans, les services de la poli-

ce ont récupéré plus de 150 comprimés psychotropes ainsi qu'une quantité de kif traité, un lot d'armes blanches et une somme d'argent issue des ventes illicites de drogues, a précisé la même source.

Le lieutenant Abdelaziz a, dans ce contexte, signalé que cette affaire s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le banditisme sous toutes ses formes et la protection des personnes et de leurs biens. A. H.

Ligue des champions/ Manchester City

## Mahrez souhaite affronter le PSG en demi-finale

L'ATTAQUANT algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, serait très content de défier le Paris Saint Germain en demi-finale de la Ligue des champions. «J'aimerais bien jouer le PSG car je viens de France mais on n'est pas encore là. Il faut qu'on gagne le match retour, ou ne pas le perdre, et après on verra», a-t-il confié au micro de Canal+. Le PSG et Manchester City ont bien négocié leurs quarts de finale aller de la Ligue des Champions, en dominant respectivement le Bayern Munich (3-2) et le Borussia Dortmund (2-1). S'ils confirment au match retour, ils vont se retrouver en demi-finale pour



une affiche inédite à ce stade de la compétition. Un duel contre

Paris permettra aussi au capitaine de la sélection algérienne de revenir dans une région qu'il connaît très bien. Etant né et ayant grandi à Sarcelles, il a beaucoup d'attaches avec la capitale française. Jeune, il se voyait bien intégrer les équipes jeunes du PSG mais le destin lui a réservé un autre sort.

Et ce n'est pas plus mal, au vu de tout ce qu'il a accompli depuis. Pour rappel, en 2016, lors de l'ultime opposition entre City et Paris en C1, Mahrez évoluait encore à Leicester City. Les quarts de finale retour se dérouleront mardi et mercredi prochains.

R. S.